

## Analyse Rapide Genre - Déplacement de populations dans les arrondissements de Tokombere et Mora - Extrême Nord Cameroun - Juillet 2015



**« Elles souffrent du syndrome de la chèvre attachée ! »**

Fatouma Zara Laouan  
Juillet 2015

## Table de matière

Introduction .....	3
Méthodologie.....	3
Résumé des résultats et recommandations .....	3
Population affectée et vulnérabilités .....	5
Impact de la crise sur les hommes et femmes déplacées et des familles d'accueil ...	6
Protection .....	6
Abris .....	7
Eau Hygiène et Assainissement .....	7
Sécurité alimentaire .....	8
Moyens de subsistance .....	9
L'accès à l'assistance et participation .....	9
Synthèse des besoins d'assistance.....	10
Les rôles et responsabilités genre au sein des déplacés .....	11
Conclusion /recommandations .....	11
A l'intention de CARE : .....	12
A l'intention de tous les acteurs humanitaires.....	12
Reference.....	13

## Introduction

Le Nord Cameroun, situé dans la zone sahélo-soudanienne, bordant le Nigeria et le Tchad. Elle est caractérisée par des taux élevés d'insécurité alimentaire, de malnutrition avec un accès limité aux services sociaux de base (santé, éducation et eau potable). Depuis 2009, les régions du Nord Cameroun ont vécu successivement quatre années de catastrophes naturelles (sécheresse, inondations) qui ont entraîné des déficits alimentaires dont les populations peinent à se relever jusqu'alors.

A cela s'ajoute une situation politique et sécuritaire fragile dans les pays voisins notamment l'escalade de l'insécurité au Nigeria qui a entraîné un afflux de réfugiés au nord Cameroun depuis 2013. Cette situation a continué à se détériorer avec des attaques et des incursions des groupes armés de Boko Haram dans les villages frontaliers avec le Nigeria. Cette situation entraîne le déplacement des dizaines de milliers de Camerounais et des réfugiés nigériens des villages frontaliers qui cherchent refuge dans les zones plus sécurisées de la région d'Extrême-Nord. A la vulnérabilité de la population d'accueil s'ajoute la pression des déplacés et réfugiés dans un contexte d'incertitude sécuritaire. L'assistance humanitaire s'organise autour des autorités régionales et leurs démembrements sectorielles avec l'installation des plusieurs acteurs humanitaires, Agences des NU, ONG internationales à Maroua.

CARE est présent au Cameroun depuis 1978 avec des interventions dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord essentiellement axées sur la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Avec la détérioration de la situation humanitaire, CARE a développé et mis en œuvre une stratégie de réponse au profit des populations déplacées et leurs hôtes dans les départements de Mayo Sava et Diamaré. Le genre est un aspect transversal important dans les interventions d'urgence de CARE, cette analyse rapide genre rentre dans le cadre avec l'objectif d'améliorer l'intégration du genre dans la réponse grâce à une meilleure compréhension de l'impact et besoins différenciés des hommes, femmes, filles et garçons affectés par la crise.

## Méthodologie

L'analyse a été conduite au niveau des populations déplacées et leurs hôtes dans les arrondissements de Tokomberé et Mora, où CARE intervient avec ses programmes d'urgence et de développement. La méthodologie utilisée est basée sur l'outil d'analyse rapide genre de CARE International et a utilisé une combinaison des données secondaires et primaires collectées essentiellement à travers des entretiens en groupe et individuel avec les hommes et les femmes déplacés et leurs familles hôtes. Les données primaires ont été collectées dans un échantillon de 6 villages identifiées selon le critère de présence de déplacés, l'intervention de CARE, mais aussi l'accessibilité sécuritaire. En effet, le contexte sécuritaire et le problème d'accès dans certaines zones d'accueil des déplacés ont fortement influencé l'échelle de l'analyse avec l'interdiction d'accès dans certaines zones et les mesures de sécurité qui limitent le temps de présence dans la zone.

Au total, 24 focus groupes ont été conduits avec les groupes séparés des hommes, des femmes, des filles et des garçons ; des interviews individuels avec 12 ménages déplacés et familles d'accueil et 12 informateurs clés dans les villages enquêtés (leader, chef du village) ou au niveau des communes.

Deux équipes composées chacune de deux hommes et deux femmes ont collecté les données sur le terrain du 03 au 07 juillet 2015, ces enquêteurs ont reçu une formation préalable sur le genre et les outils d'enquête.

## Résumé des résultats et recommandations

Depuis fin 2013, un nombre important de personnes, a majorité de femmes et d'enfants se sont déplacées de l'extrême nord Cameroun vers les zones plus au Sud des départements de Mayo Sava, Mayo Tsanaga, Diamaré et Logone et Chari. Elles proviennent à majorité de l'arrondissement de Kolofata, des villes nigériennes frontalières et ont fui les attaques répétées et les exactions du groupe armé du Nord Nigeria. La grande majorité des déplacés et sont majoritairement d'ethnie Kanouri, Mandara, Mada, Peul, Mouyeng, Haoussa. La plupart ont fui après que leurs villages aient été attaqués par les groupes armés, ils ont vécu ou ont été témoins des exactions et violences les plus barbares dont ils racontent traumatisés: les hommes étaient systématiquement égorgés, de fois devant leurs femmes et enfants, les jeunes garçons sont systématiquement enrôlés de force dans les combats, dans un des villages d'accueil il n'avait aucun jeune garçon parmi les

déplacés, tous ont été emmenés par les insurgés. Les filles et jeunes femmes sont emmenées pour servir d'esclave sexuel aux insurgés.

Essentiellement rurales et pauvres, les populations déplacées sont arrivées bredouilles et accueillies dans les familles d'accueil (majorité), dans des maisons de location ou des abris de fortune. Par exemple pour faire face au cout de loyer (10000Fcfa la pièce), plusieurs familles des déplacés se mettent ensemble pour louer une seule pièce où vivent les femmes et les enfants tandis que les hommes passent le clair de leur temps dehors sous les arbres ou dans les mosquées ou autres espaces collectifs. Ces conditions de logement sont très difficiles, caractérisées par la promiscuité, le manque d'intimité et d'infrastructure d'hygiène et d'assainissement.

Sur le plan alimentaire, à l'arrivée des déplacés, les populations hôtes, parmi les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire du pas, ont partagé ce qui leur restait comme vivres mais ces maigres stocks furent très vite épuisés laissant les deux communautés dans un besoin d'assistance alimentaire et le risque de malnutrition en particulier pour les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans. L'assistance actuellement fournie n'arrive pas à couvrir les besoins des familles ni ceux des groupes vulnérables spécifiques.

L'accès à l'Eau, à l'hygiène et l'Assainissement reste un problème majeur. Les points d'eau potables sont soit inexistantes, surexploitées soit en panne, les femmes et les filles parcourent de longues distances et de longues heures pour s'approvisionner en eau potable qui est payante dans les grands centres. Les latrines et toilettes sont insuffisantes, voire inexistantes. Les femmes et les filles font recours aux latrines et toilettes des ménages avoisinants là où c'est possible. La défécation à l'air libre est une pratique courante tant pour la population hôte que des déplacés, avec le risque de violence pour les femmes et les filles qui doivent s'isoler loin dans la brousse ou la nuit pour leurs besoins. Les conditions d'hygiène sont très faibles avec une pléthore des mouches, des immondices visibles partout, situation que la saison des pluies complique avec les flaques d'eau sales, nids des moustiques ou autres vecteurs de maladie.

Sur le plan sanitaire, les déplacés fréquentent les centres de santé existants dans les villages d'accueil ou les services et médicaments sont généralement payants. Ces structures reçoivent l'appui des partenaires mais n'ont toujours pas la capacité de prendre en charge les complications ni d'assurer un référencement d'urgence (santé de la reproduction, malnutrition sévère, etc.).

La crise n'a pas entraîné de changements significatifs apparents dans la répartition des rôles et responsabilités entre les hommes et les femmes à l'exception des familles dirigées par les femmes (veuves ou divorcées) qui assument le double rôle de père et de la mère. Les femmes assurent les tâches domestiques et restent à la maison même si elles pratiquent des AGR. En effet les maris ne laissent pas leurs femmes sortir le jour ni fréquenter le marché à cause d'une pratique socio culturelle selon laquelle les prétendants de la femme/fille peuvent la « voler ». Trop habituée à cette réclusion, les femmes restent victimes du syndrome de la « chèvre attachée » qui les empêche de sortir même maintenant qu'elles sont déplacées. Les hommes quant à eux restent pourvoyeurs des revenus et biens de la famille, rôle qu'ils n'arrivent plus à assumer du fait de la crise, ils restent donc oisifs dépendants d'une assistance humanitaire qui tardent à venir. Enfin un autre changement potentiel est le vide laissé par les garçons et les jeunes hommes enlevés/disparus dont les tâches habituelles doivent être assurées par d'autres membres de la famille que le caractère rapide l'enquête n'a pas permis d'approfondir.

Face à cette situation de détresse, le manque d'opportunités et l'insuffisance de l'assistance humanitaire, les hommes et les femmes déplacées et leurs hôtes ont une faible capacité d'ajustement. En manque de meilleure option comme la possibilité d'exercer des activités génératrices de revenu, elles s'adonnent à de pratiques à risque comme le mariage précoce/forcés des filles (pour soi-disant les protéger et réduire la charge du ménage), la prostitution chez les femmes et les filles, la migration temporaire et les mauvaises tentations pour les jeunes garçons qui risquent de se faire recruter.

Les besoins d'assistance identifiés par les déplacés sont respectivement, vivres, abris et articles non alimentaires eau, hygiène et assainissement, moyens de subsistance, santé et éducation.

Cependant il se dégage le constat suivant :

- Les besoins d'assistance psycho sociale et prises en charge des VBG ne sont pas évidents chez les déplacés alors qu'il s'agit d'un besoin principal considérant les faits vécus et certains comportements des victimes.
- Les besoins en vivres sont la priorité nro 1 de tous les groupes, hommes, femmes, filles et garçons
- L'abri et les NFI sont la priorité 2 pour tous les groupes avec des variantes qualitatives selon les hommes (logement), les femmes (NFI), les filles et garçons (habillements)



- L'EHA est en 3eme priorité pour tous sauf les garçons chez qui l'appui en AGR est leur 3eme priorité
- L'appui en AGR, formations et équipements est en 4eme position pour les hommes, femmes et filles

Quant à les populations hôtes, Les besoins en vivres sont aussi la première priorité de tous les groupes, suivi de L'EHA; l'appui en AGR est en 3eme priorité pour les garçons, les femmes et les filles tandis que le logement est en 3eme priorité pour les hommes, sans doute à cause du poids des déplacés.

A l'exception des besoins alimentaires pour lesquels les groupes des hommes, des femmes, des filles/ jeunes femmes et des garçons/jeunes hommes interviewés (populations déplacés et hôtes) n'ont pas fait de différenciation, les besoins de tous les autres secteurs ont fait l'objet des différences selon le sexe et l'âge. Les différences sont notamment en fonction du niveau de préoccupation ou des besoins spécifiques, par exemple, l'éducation est évoquée seulement comme besoin par les garçons et les filles, au niveau de abri et articles non alimentaires, pendant que les hommes ont besoin de logement, les femmes ont besoin d'équipements ménager alors que les filles et les garçons ont plutôt besoin d'habillement ou autre produit de toilette.

A la lumière de cette analyse les recommandations ci-dessous se dégagent :

#### - A l'intention de CARE :

- Coordonner avec les acteurs (comme UNIFEMME, UNICEF, l'ONG locale, Association de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, etc..) pour conduire une étude approfondie sur les conséquences psychologiques des violences et traumatismes vécues par les hommes, les femmes, les filles et les garçons déplacés et identifier les besoins d'assistance et les acteurs dans le secteur ;
- Mettre à jour la stratégie d'urgence pour l'Extrême- Nord afin de prendre en compte le secteur de l'abri et protection insuffisamment développés mais dont CARE peut apporter une valeur ajoutée compte tenu de l'importance des besoins et du gap
- Former le staff sur le VBG et la sensibilité aux conflits et leur doter des véhicules adaptés
- Identifier les ONG locales intervenant dans l'EN en vue de potentiel partenariat pour limiter l'exposition et le risque sécuritaire

#### A l'intention de tous les acteurs humanitaires

- Mobiliser les ressources pour répondre aux besoins des hommes et des femmes IDP et leurs populations hôtes dans le Mayo Sava et dans les autres départements abritant les IDPs dans l'EN. Les principales suggestions d'actions sont :
  - Identification et prise en charge des VBG et des conséquences psychosociales (hommes, femmes, filles et garçons). Appui à l'exercice de petits métiers par les garçons en prévention des risques et tentation face à la situation de détresse de déplacés sans ressources
  - Appui aux IDPs pour accéder aux matériaux de construction : (distribution de bâches, foire aux matériaux locaux de construction, cash pour loyer) pour les familles des déplacés avec une attention à la capacité des femmes, chef de ménages et les normes de construction - Distribution des articles non alimentaires (nattes, matelas, moustiquaires, kit de cuisine, etc.)
  - La construction et réhabilitation des points d'eau, la construction des latrines et toilettes à travers le cash pour eau potable (les déplacés vulnérables), le cash for work pour construire les latrines, toilettes et dépotoirs (hommes et jeunes hommes) et les travaux d'hygiène collective (jeunes hommes et jeunes filles/femmes) ;
  - L'assistance alimentaire à travers des cash/voucher là où applicable (ménages déplacés et population hôte vulnérable) avec une attention particulière à l'accès équitable au sein des ménages polygames et une analyse du marché sensible au genre; assistance nutritionnelle ciblée des enfants de moins de 2 à 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes et des personnes vulnérables spécifiques (personnes âgées et personnes vivant avec des maladies chroniques);
  - Appui pour l'amélioration de la production agricole et pastorale pour les populations hôtes (intrants agricoles, semences, engrais, matériels agricoles, etc.) ;
  - Appui en activités génératrices de revenu pour les femmes et les filles déplacées (formation et équipements pour la couture, tissage, broderie, moulin à grains, etc.)

### ***Population affectée et vulnérabilités***



En fin juin 2015, le camp de Minawao reste le seul camp de réfugiés de la région de l'Extrême Nord Cameroun, il abrite environ 40 000 réfugiés, soit au-delà de sa capacité d'accueil. A ces réfugiés s'ajoutent d'autres réfugiés (12 487), des retournés ou anciens déplacés (35, 957) et des déplacés internes (81, 693)<sup>1</sup> qui vivent hors du camp, dans des communautés des départements de Mayo Tsanaga, Mayo Sava, Logone Et Chari et Diamaré (région de l'Extrême Nord). C'est donc environ 130 000 personnes qui ont fui les violences et sont accueillies par des populations parmi les plus vulnérables du pays. Bien que se situant en 3ème position en nombre de déplacés accueillis, le département de Mayo Sava avec environ 10600 déplacés, détient le record en nombre de déplacés vivant dans les familles d'accueil avec 42%<sup>2</sup> globalement et 35% et 28%<sup>3</sup> à Tokombéré à Mora respectivement.

D'après l'identification et le recensement des déplacés effectués par CARE en juin 2015, les arrondissements de Mora et Tokombéré abritent eux seuls environ 9359 ménages déplacés soit 83467 personnes parmi lesquelles les femmes représentent 44%, les femmes et les enfants représentent 78%<sup>4</sup>, ce qui dénote de la vulnérabilité spécifique de cette population.

Une grande partie des déplacés ont fui sans rien emporté avec eux et sont venus ajouter la pression sur les ressources déjà maigres des populations d'accueil. Les populations hôtes les ont accueillis en partageant leurs toits, nourriture et biens avec les nouveaux venus, mais très vite leur capacité d'accueil s'épuise et elles se retrouvent dans la même situation de dénuement que les déplacés. Il faut noter que l'arrondissement de Mayo Sava fait partie des moins desservis en matière des services sociaux de base et comme toute la région de l'EN, est sujet au risque récurrent de sécheresse et de déficit agricole avec des conséquences négatives sur la situation alimentaire et nutritionnelle des populations.

## Impact de la crise sur les hommes et femmes déplacés et des familles d'accueil

### Protection

La plupart des déplacés ont fui après que leurs villages aient été attaqués par les éléments armés, ils n'ont alors rien emporté avec eux, fuyant le plus souvent avec les seuls habits qu'ils portaient sur eux. Constituées à majorité de femmes et des enfants, les populations déplacées ont vécu ou ont été témoins des violences et exactions les plus barbares commises par les groupes armés. Les principaux problèmes de protection soulevés sont essentiellement des cas de violences basées sur le genre ci-dessous :

- Les exécutions sommaires : les hommes adultes sont systématiquement exécutés par les assaillants, il en est de même pour les jeunes hommes qui refusent d'obéir. Les dignitaires sont enlevés sous condition (demande de rançon)
- Enlèvement/enrôlement dans le combat : Les garçons sont enrôlés de force dans les combats et ceux qui résistent sont abattus sur le coup. Une fois enrôlés, ils sont détournés, endoctrinés et drogués, afin d'être « la meilleure machine à tuer ». Afin de prouver leurs capacités, les jeunes recrues doivent commencer par tuer un proche parent et ceux qui tuent le plus de personnes reçoivent de récompenses par des grades.
- Violences sexuelles: les filles et les jeunes femmes sont amenées pour servir d'esclave sexuelle prétendument pour servir de femmes aux assaillants.
- Détournement/Kamikaze : abusées, détournées et endoctrinées, les filles et les femmes sont transformées en bombes humaines, servant dans les attaques kamikazes, leur nature paisible et candide ainsi que leur habillement leurs permettent de se dissimuler facilement dans les foules cibles, sans être suspectées.
- Traumatisme : bien que les vies des femmes, enfants et personnes âgées soient généralement épargnées, ceux-ci ont été témoins du carnage de leurs proches ou ont été violentés et trainent des conséquences psychologiques incalculables. Un vieil homme attrapé par les assaillants et relâché car trop vieux raconte traumatisé: « *je me croyais déjà mort, ils ont tué tous mes voisins sous mes yeux !* »

<sup>1</sup> HCR/OIM, profilage des populations déplacées dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun, Mai 2015

<sup>2</sup> HCR/OIM profilage des populations déplacées, mai 2015

<sup>3</sup> Recensement exhaustif des populations déplacées dans les arrondissements de Tokombéré et Mora CARE, juin 2015

<sup>4</sup> Recensement exhaustif des populations déplacées dans les arrondissements de Tokombéré et Mora CARE, juin 2015

Une femme de Kolofata raconte : « *j'ai accouché prématurément mes deux jumeaux une semaine après mon arrivée à Pouché<sup>5</sup>, mon mari était arrêté par les assaillants puis relâché ; ensuite il a encore été arrêté par les BIR et depuis, je n'ai plus de ses nouvelles* ».

- Mariages forcés et/ou précoces qui sévissent au sein des populations déplacées et hôtes avant même le conflit ; mais que celui-ci a permis de renforcer. En effet, les filles sont mariées dès leurs premières menstruations; voire avant pour leur éviter le risque de prostitution ou d'enlèvement.
- Spoliation/pillage et destruction des biens : les assaillants pillent les biens trouvés sur place, emportent ce qu'ils peuvent, notamment le gros bétail et brûlent ce qui en reste avant de s'enfuir.

Sur leurs lieux d'accueil, les déplacés hommes et femmes se disent en sécurité et ne font référence à aucun cas de violences basées sur le genre perpétrés depuis leur arrivée, ce qui ne veut pas dire que des cas n'existent pas forcément, la nature rapide de l'analyse ne permet pas d'investiguer sur ce sujet

## Abris

Les personnes déplacées logent dans des familles d'accueil, 36 %, selon l'OIM et le HCR (mai 2015), d'après l'enregistrement de CARE (juin 2015), 35 % d'entre eux vivent dans les familles d'accueil à Tokombéré et 28 % à Mora, gracieusement (cas des parents et amis ou des chefs de villages qui offrent leurs maisons ou des espaces aux déplacés). Une autre partie des personnes déplacées vivent dans des maisons de location et des espaces collectifs ou des habitations de fortune. Compte tenu de la faible capacité financière et du prix du loyer (10000 Franc par chambre), plusieurs familles de déplacés se regroupent pour louer une pièce dans laquelle dorment les femmes et les enfants et les bagages; les hommes eux vivent dehors sous les arbres, la journée et la nuit dorment dans les espaces collectifs (écoles, mosquées, églises, etc.). Ces conditions de logement sont précaires et caractérisées par la promiscuité, le manque d'intimité et des articles et équipements domestiques ainsi que de services d'hygiène et d'assainissement adéquat alors que la saison des pluies s'installe dans la zone.

Les besoins de logement sont importants dans les deux arrondissements, les déplacés auraient besoin d'appui financier pour acheter des matériels de construction (foire pour matériels de construction), de cash pour la location des maisons, des articles non alimentaires (kit de cuisine, couverture, nattes, matelas, habits,) pour les familles n'ayant pas été touchées à Mora et d'autres articles complémentaires pour les ménages qui ont bénéficié des distributions de CARE (matelas, couverture, habits notamment).

## Eau Hygiène et Assainissement

Les déplacés utilisent les infrastructures et services d'Eau Hygiène et Assainissement qu'ils ont trouvés dans les communautés d'accueil, ajoutant donc ajoutent une pression supplémentaire à ces ressources déjà pas suffisantes même pour les populations hôtes.

En matière d'accès à l'eau potable, les populations déplacées partagent les points d'eau existant dans les communautés hôtes, d'où des difficultés pour accéder à l'eau potable. Il existe 587 ouvrages hydrauliques existants dans les départements accueillant les déplacés, 34% sont en panne (213), au niveau du département de Mayo Sava, 42%<sup>6</sup> des ouvrages hydrauliques sont en panne. Ceux qui fonctionnent n'arrivent pas à couvrir les besoins en eau de la population en croissance constante. L'accès à l'eau potable n'est dès lors pas facile car, les déplacés se déplacent sur de longues distances et/ou passent des longues heures d'attente pour chercher l'eau. En plus dans certains endroits, il se pose le problème de qualité d'eau consommée car les populations et les déplacés s'approvisionnent dans des puits souvent non protégés et non traités, voire même des mares d'eau, comme à Serawa où l'ancien forage (construit il ya des années par CARE) est en panne.

Sur le plan de l'hygiène et d'assainissement, les déplacés vivent dans des maisons sans latrines et là où elles existent, elles ne respectent pas les normes (proche de la cuisine, du réfectoire, du point d'eau etc..) à l'exception des quelques maisons qui disposent de latrines construites avec l'appui des partenaires comme CARE. Là où les latrines existent, en général dans les gros villages, les femmes déplacées utilisent les latrines des familles voisines pour leurs besoins et ceux de leurs enfants; Elles se disent gênées d'abuser de l'hospitalité de ces familles car certaines latrines sont remplies à cause de la pression démographique. La défécation à l'air libre est donc une pratique courante tant pour les populations hôtes que pour les déplacés ; il

<sup>5</sup> Un village de Mora

<sup>6</sup> HCR/OIM profilage des populations déplacées, mai 2015

est fréquent de voir les enfants déféquer dans les rues à côté des ordures ménagères. Les adultes, femmes, filles et hommes, attendent le crépuscule ou la nuit pour se retirer à la sortie du village ou bien doivent parcourir des distances plus ou moins longues pour se mettre à l'abri de regard dans la journée. Cette situation entraîne des risques de violence pour les femmes et les filles.

Les déplacés manquent aussi de toilettes du savon et de l'eau en quantité suffisante ; ils peuvent alors faire plusieurs jours sans prendre de douche, ni faire la lessive, les femmes racontent que lassées de faire recours aux voisins, elles utilisent leurs pagnes ou des tissus pour faire une clôture temporaire et prendre leurs bains.

Toutes les personnes interviewées, en particulier les femmes et les filles se plaignent du manque d'articles d'hygiène comme le savon, serviettes hygiéniques, habits et produits de toilette. Heureusement une semaine après ce passage, CARE a conduit une large distribution de kit d'hygiène et d'autres articles non alimentaire domestique. Cette distribution n'a pas couvert toutes les familles déplacées Les besoins en kit d'hygiène restent cependant entier pour les hommes et femmes déplacés enregistrés à Mora mais des partenaires ont annoncé leurs plans de distribution de kit d'hygiène et de kit NFI dans la zone.

Actuellement les besoins le plus urgent concernent l'accès à l'eau potable à travers la réhabilitation des points d'eau en panne, la création de nouveaux points d'eau, la subvention de l'accès à l'eau (voucher pour eau) l'appui au traitement d'eau (aquatab, filtre à eau), les constructions de latrines et douches, les sensibilisations sur les maladies hydriques et les mesures de prévention (traitement de l'eau, lavage des mains, etc.).

## Sécurité alimentaire



Figure 1: Les femmes déplacées préparant les feuilles pour le repas

Avant même le conflit, les déplacés sont des populations pauvres, vivant en zone rurale, avec l'agriculture, l'élevage et le petit commerce comme principaux moyens de subsistance. Avec le conflit, une faible partie des déplacés a pu fuir. Afin de survivre, les hommes et femmes déplacés

adoptent des stratégies comme la réduction du nombre, de la quantité et de la qualité des repas, la vente des mains d'œuvre agricole, les hommes faisant le labour, les femmes aidant dans le décorticage, vannage des produits agricoles, le départ en exode des jeunes hommes ou d'autres stratégies de détresse comme la mendicité, la prostitution, la tentation de rejoindre des groupes armés/trafiquant, etc.

Les conséquences se traduisent en risque de malnutrition pour les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes âgées, dont les indicateurs étaient déjà préoccupant bien avant la crise. Le taux de malnutrition aiguë globale (GAM) est de 5,5 % dans le Nord et 6,3 % dans l'extrême-nord alors que le taux de malnutrition chronique est classé comme « critique » dans la région du Nord à 43,3 % et dans la région du Grand Nord à 44,8 %.<sup>7</sup>

La situation nutritionnelle des IDP sera mieux connue après l'enquête SMART prévue par l'UNICEF en Aout/septembre 2015.

Le PAM et FICR fournissent une assistance alimentaire aux personnes déplacées chaque mois, mais cette assistance ne touche pas tous les déplacés. Les femmes rapportent que le maïs et le riz ne sont pas appropriés à leur préférence alimentaire qui est le mil; surtout le maïs qui nécessite des efforts de transformation (contre photo des filles pilant le sorgho).

Ainsi donc tous les groupes d'hommes, femmes, filles et garçons déplacés et leurs familles d'accueil interviewés affirment que l'assistance alimentaire constitue leur besoin principal actuellement.

<sup>7</sup> D'après l'enquête SMART menée par l'UNICEF et le PAM en novembre 2012,



## ***Moyens de subsistance***

Les populations déplacées ont quitté leurs villages et leurs biens pour fuir les exactions de Boko Haram, ils ont laissé leurs activités commerciales et leurs ressources productives derrière eux pour se réfugier sur des terres d'autrui où ils deviennent des sans-terres et sans ressource. Ils sont réduits à une assistance humanitaire qui jusque-là ne suffit pas à toucher tous les déplacés ni même à couvrir les besoins des hommes et femmes qui ont la chance d'y accéder. Les jeunes hommes et jeunes filles n'ont plus accès à l'éducation islamique et formelle et n'ont plus la capacité d'exercer de petites activités génératrices de revenus qu'ils avaient l'habitude d'exercer auparavant : petite restauration pour les filles, vendre de l'essence, moto taxi pour les jeunes hommes. Ils s'adonnent donc à de petits emplois occasionnels comme le salariat agricole mais ces activités ne les occupent pas à temps plein, ce qui fait que les jeunes hommes restent oisifs le plus clair de leur temps et se disent prêts à développer des activités s'ils reçoivent un appui.

Avec le démarrage de la saison des pluies, la population hôte, ayant épuisé ses ressources en accueillant les déplacés, manque aussi d'intrants agricoles comme les semences, les engrais et autres matériels agricoles. D'après les femmes des familles d'accueil, l'installation des déplacés a entraîné une flambée des prix des denrées alimentaires et une réduction des terres cultivables, en particulier les espaces autour des maisons actuellement occupés par les déplacés et où elles pratiquaient la culture de case.

Les déplacés et leurs populations hôtes besoins d'appui pour exercer des activités pour se prendre en charge surtout que 53% des déplacés déclarent ne pas vouloir retourner dans leurs villages de provenance dans un proche avenir<sup>8</sup>.

Les besoins prioritaires des déplacés sont essentiellement sous forme d'appui au développement des activités génératrices de revenu pour les hommes, les femmes, les filles et les garçons; chaque groupe en fonction de ses activités habituelles :

- Les femmes et les jeunes filles voudraient être formées et recevoir les équipements et argent pour mener des petites activités génératrices de revenu (petite restauration, tricotage, couture, tissage, teinture, etc).. Elles veulent aussi des moulins à grain pour diminuer leur charge de travail et libérer du temps pour vaquer à d'autres occupations, « par exemple à Djamakia, il n'y pas de moulin à grains, les femmes et les filles vont jusqu'au village de Mémé pour faire moudre leurs grains ».
- Les jeunes hommes ont besoin de formation, de cash ou équipement pour exercer des activités de moto taxi, mécanique, menuiserie, maçonnerie, etc.
- Les hommes déplacés, en plus d'appui pour faire du petit commerce, expriment le besoin d'accéder à la terre, aux intrants agricoles (engrais, semences améliorées, et matériels agricoles) et aux formations en techniques agricoles.

Les familles hôtes expriment aussi le besoin d'appui en intrants agricoles (engrais, semences améliorées, matériels agricoles), formation professionnelle et en techniques agricoles.

## **L'accès à l'assistance et participation**

Plus de 30 acteurs comprenant les agences membres des SNU, les ONG internationales et nationales et les services techniques de l'Etat Camerounais, fournissent l'assistance humanitaire aux populations déplacées et leurs hôtes au niveau de l'Extrême Nord.

Une grande partie de ces efforts d'assistance est dirigée au profit des réfugiés vivant dans le camp de Minawao (environ 40000 réfugiés) du fait de la maîtrise des besoins et de la facilité d'accès. La situation des déplacés internes et des réfugiés vivant dans les communautés hôtes était méconnue jusqu'en mai 2015 où le profilage du HCR a démontré qu'il y a environ 130 000 déplacés dans les départements de l'Extrême Nord. Bien que constituant les 2/3 des déplacés, les déplacés vivant hors camp et leurs populations hôtes vulnérables sont faiblement touchés par l'assistance. Le département de Logone Et Chari en particulier fait partie de la grande majorité où les gaps sont le plus important à cause du problème de sécurité.

L'assistance fournie aux déplacés dans les arrondissements de Mayo Sava comprennent essentiellement les vivres distribués par le PAM et le CICR, les articles non alimentaires comprenant des kits d'hygiène, kit cuisine, et de serviettes hygiéniques spécifiques pour les femmes et les bébés par le l'OIM, CICR, CARE et Plan; d'autres

<sup>8</sup> D'après une enquête sur la sécurité alimentaire conduite par le PAM

actions dans le domaine du EHA, sante de la reproduction , prévues ou en cours notamment par l'UNICEF, OIM, ONUFEMME, permettront sûrement d'améliorer la couverture des besoins des déplacés mais restent insuffisants par rapport à l'ampleur des besoins dans tous les secteurs.

A part le kit NFI distribué par Plan et CARE qui prend en compte les besoins en hygiène spécifique des femmes, des filles et des bébés, les autres assistances ne mettent pas l'accent sur la couverture des besoins différenciés des hommes, femmes, filles et garçons.

Sous l'égide de OCHA, un Plan de réponse sectoriel est en cours de finalisation afin de mettre à jour la réponse en prenant en compte les besoins des populations déplacés, les réfugiés hors camp et leurs populations hôtes vulnérables. Ce plan cible les IDPs à hauteur de 80% et les populations hôtes vulnérables à hauteur de 20%.

Au point de vue participation, les représentants des communautés hôtes, leaders locaux et autorités coutumières et administratives sont souvent impliqués dans les opérations d'assistance, notamment à travers l'identification et l'enregistrement des personnes déplacées et leurs familles hôtes, les opérations d'information et de distribution. Cette participation est certes utile et salutaire, mais elle a des limites qui sont démontrées par les imperfections constatées par CARE dans l'identification des bénéficiaires, le feedback et les plaintes de ces derniers quant au cas de malversation pour inclure des personnes non éligibles dans les listes des déplacés.

Quant aux déplacés sont insuffisamment impliqués ; voire pas du tout même aux séances d'information. Par exemple, les femmes ont déclaré n'avoir rien reçu à part les hommes qui ont reçu des vivres, bien que les vivres distribués englobent les parts de tous les membres des familles, les femmes, filles et garçons rapportent que l'assistance a été donnée aux hommes et non à eux. Plus encore les besoins nutritionnels spécifiques des enfants, femmes enceintes et allaitantes et personnes âgées n'ont pas été pris en compte. Les déplacés ont été délibérément impliqués pour recueillir leurs plaintes et leurs avis et appréciation lors de l'évaluation post distribution.

## Synthèse des besoins d'assistance

Les besoins prioritaires tels que exprimés globalement par les hommes et femmes déplacés et communautés hôtes sont présentes dans les tableaux ci-dessous.

Les besoins identifiés par les déplacés, sont respectivement, vivres, abris et articles non alimentaires Eau, hygiène et Assainissement, moyens de subsistance, sante et éducation.

- L'appui en AGR, formations et équipements est en 4eme position pour les hommes, femmes et filles

	Hommes	Femmes	Filles	Garçons
Vivres				
NFI				
Habillement (vêtements)				
Logements				
Equipements et matériels de chambre				
Eau potable -Latrines				
Kit d'hygiene				
Appui AGR, cash, formations/equipements				
Santé				
Education (ecole et ecole coranique)				

Pour les populations hôtes,

Cependant il se dégage le constat suivant :

- Les besoins d'assistance psycho sociale et prises en charge des VBG ne sont pas évidents chez les déplacés alors qu'il s'agit d'un besoin principal;
- Les besoins en vivres sont le priorité nro 1 de tous les groupes
- L'abri et les NFI sont la priorité 2 pour tous les groupes avec des variantes qualitatives selon les hommes (logement), les femmes (NFI), les filles et garçons (habillements)
- L'EHA est en 3eme priorité pour tous sauf les garçons chez qui l'appui en AGR est en 3eme priorité

- Les besoins en vivres sont aussi la première priorité de tous les groupes
- L'EHA est en 2eme priorité pour tous les groupes
- L'appui en AGR est en 3eme priorité pour les garçons, les femmes et les filles
- Le logement est en 3eme priorité pour les hommes (poids des déplacés?)

	Hommes	Femmes	Filles	Garçons
Alimentation				
NFI				
Logements				
Hygiene et Assainissement (latrines, kit d'hygiene)				
Aménagement en eau potable				
AGR , formations, Equipement, argent				
Education (ecole et ecole coranique)				

1	
2	
3	
4	
5	
6	

## Les rôles et responsabilités genre au sein des déplacés

Le déplacement de population n'a pas engendré de changement majeur dans les rôles et responsabilités genre à l'exception des ménages dirigés par les femmes. Les femmes et les filles assurent les travaux domestiques (cuisine, lessive, collecte d'eau et de bois morts pour la cuisine, ..) et l'entretien des enfants et des personnes âgées, tâches essentiellement assurées à la maison.

Les hommes s'occupent des tâches qui nécessitent des efforts physiques et l'exposition en dehors de la maison, cela va des activités productives ou de génération de revenu aux activités domestiques comme l'abattage des arbres pour la construction, la recherche d'eau en cas de coupure (là où il existe une adduction d'eau potable) et faire le marché. En cas de force majeure comme en l'absence de leurs femmes (au début de leur arrivée), certains hommes ont dû faire la cuisine.

Avant la crise, seuls les hommes fréquentaient le marché, les hommes empêchent à leurs femmes de sortir le jour et de fréquenter les marchés; car c'est souvent dans ces lieux qu'elles risquent de se faire « kidnapper ». Traditionnellement, les filles et femmes font l'objet d'enlèvement avec ou sans leur consentement par leurs prétendants, souvent à cause de la concurrence, de mariage forcé ou de dot élevée. Cette pratique continue même avec la crise.

Par contre avec la crise, les femmes veuves ou celles dont les maris sont absents fréquentent le marché, c'est généralement pour aller acheter, plus rarement pour aller vendre quelque chose. Les femmes pratiquent des activités génératrices de revenu (AGR) mais essentiellement à la maison (petite restauration, couture, broderie, tissage, vannerie, etc.), car les maris ne permettaient pas à leurs femmes de sortir faire les AGR à l'extérieur. Avec la crise, les femmes veuves et/ou chefs de ménages peuvent exercer leurs activités même aux marchés et dans la sphère publique, par contre elles vivent le « syndrome de la chèvre attachée<sup>9</sup> », elles profitent timidement de la possibilité actuellement offerte par la crise, de sortir et participer aux activités publiques.

Avant la crise, les hommes et les jeunes pratiquaient essentiellement des activités tournées vers l'extérieur à savoir l'agriculture, l'élevage, le commerce et les petits métiers. Les petits métiers sont exercés par les jeunes hommes (moto taxi, vente/trafic de carburant, mécanique, couture, etc.), avec la crise les hommes et les jeunes hommes n'ont plus la capacité d'exercer ces activités à part le salariat agricole et quelques petits métiers saisonniers. L'élevage est pratiqué par les hommes et les femmes avant, en particulier les jeunes garçons/hommes s'occupent de l'entretien des gros ruminants, les femmes gère l'élevage de case (petits ruminants, volaille, etc.

Dans tous les cas, l'homme reste le pourvoyeur des ressources du ménage qui prend donc toutes les décisions concernant le ménage et la communauté souvent sans consulter leurs femmes.

## Conclusion /recommandations

Cette analyse rapide genre a permis de regarder la crise humanitaire née du conflit avec Boko Haram sous un angle différencié de ses impacts sur les hommes, les femmes, les garçons et les filles ; des besoins spécifiques des ces différents groupes de sexe et d'âge ainsi que du point de vue des rôles et responsabilités genre et des normes et pratiques qu'il faut considérer afin de mettre en œuvre des réponses efficaces et répondant aux besoins de tous les groupes de sexe et d'âge. A la lumière de cette analyse, les recommandations ci-dessous se dégagent :

---

<sup>9</sup> Expression qui veut dire que les femmes ont des difficultés à se défaire de l'habitude de rester à la maison

### ***A l'intention de CARE :***

- Coordonner avec les acteurs (comme UNIFEMME, UNICEF, l'ONG locale, Association de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants,) pour conduire une étude approfondie sur les conséquences psychologiques des violences et traumatismes vécues par les hommes, les femmes, les filles et les garçons déplacés et identifier les besoins d'assistance et les acteurs dans le secteur ;
- Mettre à jour la stratégie d'urgence pour l'Extrême Nord afin de prendre en compte le secteur de l'abri, insuffisamment développé mais dont la réalité du terrain milite en faveur (distribution des kit NFI et le gap dans le secteur)
- Former le staff sur le VBG et la sensibilité aux conflits
- Identifier les ONG locales intervenant dans l'EN en vue de potentiel partenariat pour limiter l'exposition et le risque sécuritaire

### ***A l'intention de tous les acteurs humanitaires***

- Mobiliser les ressources pour répondre aux besoins des hommes et des femmes IDPs et leurs populations hôtes dans le Mayo Sava et dans les autres départements abritant les IDPs dans l'EN. Les actions suggérées sont :
  - Identification et prise en charge des VBG et des conséquences psychosociales (hommes, femmes, filles et garçons). Appui à l'exercice de petits métiers par les garçons en prévention des risques et tentation face à la situation de détresse de déplacés sans ressources
  - Appui aux IDPs pour accéder aux matériaux de construction : distribution de bâches, foire aux matériaux locaux de construction, cash pour loyer) pour les familles des déplacés avec une attention à la capacité des femmes chef de ménages et les normes de construction - Distribution des articles non alimentaires (nattes, matelas, moustiquaires, kit de cuisine, etc.)
  - La construction et réhabilitation des points d'eau, la construction des latrines et toilettes à travers le cash pour eau potable (les déplacés vulnérables), le cash for work pour construire les latrines, toilettes et dépotoirs (hommes et jeunes hommes) et les travaux d'hygiène collective (jeunes hommes et jeunes filles/femmes)
  - L'assistance alimentaire à travers des cash/voucher là où c'est applicable (ménages déplacés et population hôte vulnérable) avec une attention particulière à l'accès équitable au sein des ménages polygames et une analyse du marché sensible au genre; assistance nutritionnelle ciblée des enfants de 2 à 5ans ; des femmes enceintes et allaitantes et des personnes vulnérables spécifiques (personnes âgées et personnes vivant avec des maladies chroniques) ;
  - Appui pour l'amélioration de la production agricole et pastorale pour les populations hôtes (intrants agricoles, semences, engrais, matériels agricoles, etc.)
  - Appui en activités génératrices de revenu pour les femmes et les filles déplacées (formation et équipements pour la couture, tissage, broderie, moulin à grains, etc.)

## Reference

1. HCR-OIM, Mai 2015 : Profil des populations déplacées dans l'Extrême Nord du Cameroun
2. Recensement des déplacés dans les arrondissements de Tokombere et Mora, CARE, juin 2015, non publié
3. Ministère de la promotion de la femme et de la famille MINPROFF -INS, mars 2012 : Hommes et Femmes au Cameroun, une analyse situation des progrès en matière de genre.
4. Eric Patrick FeubiPamenetAl, University of Yaounde II 2010: dynamique de la pauvreté non monétaire au Cameroun entre 2001 et 2007, <http://mpr.ub.uni-muenchen.de/32701/MPRA Paper No. 32701>;
5. UNIFEM Report: Women's Health Study, Djohong District, Cameroon, 2009
6. Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, CFVSA, PAM-FAO-Gov Cameroun, Avril-mai 2011
7. Eclairages, Bulletin d'informations sanitaires stratégiques au Cameroun: Volume 1, N°1; 1er octobre 2009